

Réouverture des écoles : Impossible dans ces conditions !

Ras le bol !

L'intervention du Premier Ministre était attendue à tous les niveaux de l'échelle hiérarchique : le Recteur a précisé hier matin qu'il était lui aussi dans l'attente des annonces.

Cette façon de procéder est caractéristique du gouvernement en place : **avec ou sans contexte de crise, les décisions sont prises tout en haut et directement communiquées à la population via les médias pour être mises en œuvre sans aucune concertation**, ni avec les acteurs de terrain par l'intermédiaire de leurs représentants syndicaux ni même avec les échelons intermédiaires de la hiérarchie.

Résultat : comme les décisions ne sont jamais en adéquation avec la réalité du terrain (le ministre a-t-il lui-même la connaissance des spécificités de chacun des niveaux d'enseignement ?), le ministère est toujours obligé de rétro-pédaler, de donner des injonctions contradictoires voire pire encore, de faire adapter l'ensemble du système scolaire aux inepties annoncées pour ne pas perdre la face !

Les annonces...

Non seulement les ministres qui se sont exprimés ce mardi (E. Philippe à l'Assemblée Nationale puis J.M. Blanquer sur TF1 dans le JT de 20h) n'ont pas apporté les réponses indispensables aux questions pratiques posées par notre profession mais en plus, les modalités de la réouverture telles qu'elles sont envisagées maintenant sont encore moins claires qu'après les précédentes annonces !

Alors que seuls les élèves de grande section, CP et CM2 devaient être accueillis dans un premier temps, **il semble bien que ce soit finalement le cas pour l'ensemble des niveaux** ! Le discours a été pour le moins flou et a manqué de précision mais cette interprétation semble légitime.

Scandaleux !

Alors que les rassemblements publics de plus de 10 personnes seront interdits (pour les adultes !), **envisager 15 élèves + 1 enseignant.e dans une salle de classe ne pose pas de problème ?!**

DÉCONFINEMENT: LES CRÈCHES RÉOUVRIRONT À PARTIR DU 11 MAI.
MAIS PAS LES RESTAURANTS. MAIS LES ÉCOLES PRIMAIRES, OUI. MAIS
PAS LES CINÉMAS. MAIS LES COLLÈGES, OUI. MAIS PAS LES FESTIVALS.
MAIS LES LYCÉES, OUI. MAIS PAS LES FACs. AH, LES BARS NON PLUS...



La question des masques

Il est admis que les élèves des écoles ne pourront pas porter de masque alors que le port sera obligatoire pour les collégiens : c'est un fait, le port du masque 6 heures par jour (voire plus) par des enfants ne semble pas envisageable. Mais **l'idée d'un collectif sans masques dans toutes les salles de classe ne questionne pas nos dirigeants par rapport à la sécurité** des un.es et des autres ?!

Mensonge, encore !

“La réouverture des écoles est nécessaire pour garantir la réussite éducative des élèves les plus vulnérables”. Le Premier ministre ose introduire son propos en rappelant l'objectif de recherche de justice sociale. Pourtant la suite confirmera la réalité que nous avons crainte : l'intérêt des élèves n'était qu'un prétexte pour servir l'intérêt, le vrai : celui de l'activité des travailleuses et des travailleurs pour relancer la machine économique. Une fois de plus, il n'est pas question de balayer d'un revers de manche le nécessaire questionnement concernant la possibilité pour certain.es de pouvoir travailler, mais il est malhonnête de la part du gouvernement de ne pas avouer son objectif réel.

Cette fois, les preuves sont là :

- les crèches et les écoles rouvriront en premier
- suivies de près par les collèges pour les classes de 6ème et 5ème seulement
- la rentrée des élèves de 4ème et 3ème ainsi que celle des lycéen.nes n'est pas envisagée et sera soumise à une nouvelle réflexion fin mai ou début juin
- la scolarité ne sera pas obligatoire

Ce nouveau projet d'organisation prouve que l'unique objectif est bien de permettre la garderie des enfants des travailleuses et des travailleurs. En effet, au lieu des élèves des classes charnières au collège (6ème et 3ème), l'accueil sera finalement proposé pour les 6èmes et 5èmes (eh oui, un enfant de 3ème se garde plus facilement tout seul qu'un enfant de 5ème !). Dans les écoles, on abandonne aussi l'idée des classes charnières, il va falloir accueillir celles et ceux qui ont besoin d'être accueilli.es. Quant aux lycéen.nes et collégien.nes de 4ème/3ème, assez grand.es pour ne pas avoir besoin d'une garderie, ils/elles resteront à la maison.

En gros, plus les élèves sont jeunes, moins ils sont en capacité du contrôle nécessaire pour mettre en oeuvre les gestes barrières et plus tôt ils seront accueillis dans un cadre collectif et sans protection ! CQFD.

Ajoutons à cela que tous les parents ne seront pas soumis à l'obligation scolaire et que certains pourront ainsi faire le choix de ne pas imposer à leurs enfants un retour à l'école dans ces conditions, là où d'autres y seront contraints professionnellement, sans autres moyens de garde et sans possibilité de télétravailler.

Rien ne manque pour conclure que l'objectif de justice sociale et de l'intérêt des élèves n'est pas celui qui a guidé les choix de notre gouvernement.

Mensonge, toujours !

Les élèves "devront pouvoir suivre une scolarité" a annoncé le Premier Ministre.

Alors que cela était impossible lorsque les enseignant.es étaient en télétravail (mises à part les "astreintes" pour l'accueil des enfants de soignant.es) comment cela deviendrait-il possible lorsque la majorité d'entre nous assureront leur service en présentiel (donc pas en télétravail, il est bien clair que nous ne ferons pas les deux) ?

Depuis quand parle-t-on de "suivre une scolarité" dans les conditions que nous connaissons pour certains de nos élèves ? Et même pour les autres, les parents ne s'improvisent pas enseignant.es...

Autre engagement théorique

"Chaque famille devra être informée avant le 4 mai" des modalités de retour à l'école des enfants, a déclaré E. Philippe.

Comment imaginer dans les 5 prochains jours les concertations nécessaires au sein des équipes (toujours en vacances par ailleurs !), avec les municipalités et les partenaires pour envisager des critères et des propositions d'organisation aux familles d'ici lundi prochain ?

Un projet de rentrée maintenu le 11 mai malgré l'avis contraire du conseil scientifique

Nous aurons des masques pour les encadrants. Voilà donc la grande nouvelle du jour ! Et avec ça, nous devrions accepter de retourner en classe le 11 mai ?

Pour le SNUipp-FSU 39, c'est hors de question. Les conditions sanitaires minimum à respecter ne seront pas remplies pour accueillir les élèves le 12 mai. La réouverture des écoles ne pourra se faire, un jour... qu'en respectant une série de conditions clairement identifiées pour ne pas mettre pas en danger l'ensemble de la société dont les élèves et les personnels des écoles.

Le SNUipp-FSU 39 exige donc l'élaboration d'un cadre national de réouverture des écoles, validé par les autorités scientifiques et médicales, pour engager ensuite un travail en prenant tout le temps nécessaire avec les enseignants, les parents et les élus pour le décliner localement et le soumettre à l'approbation des conseils d'école.

Nous avons d'ailleurs envoyé en début de semaine, un courrier au DASEN, aux élu.es, aux fédérations de parents allant dans ce sens.

Le SNUipp-FSU 39 s'oppose à toute réouverture des écoles dans les conditions "définies" actuellement qui font prendre de graves risques en terme de santé publique.

Si besoin était de se mettre en grève, le SNUipp-FSU a déposé une alerte sociale.